

Rapport introductif à l'assemblée générale de la FNIC-CGT du 5 sept. 2019

Chers camarades bonjour,

Et bienvenue à Montreuil, siège de notre Fédération.

Un peu plus de deux ans après son élection remportée par résultat minoritaire face à Le Pen, Macron préside le gouvernement le plus fragile et le plus discrédité depuis la seconde guerre mondiale.

Il utilise la violence la plus brutale pour infliger à notre classe sociale des conditions de vie précaires, par la remise en cause générale de nos garanties collectives obtenues de haute lutte par nos prédécesseurs.

La première des violences est celle du frigo vide, celle du renoncement à sa propre dignité pour le remplir, qu'on ait un emploi ou pas, qu'il soit précaire ou pas, pendant que la fortune des riches augmente continuellement.

Il y a la violence économique, avec une finance spéculative qui prend le pas sur la production industrielle, organisée par une confrérie de grandes familles qui concourent pour le patrimoine le plus énorme.

Il y a la violence politique avec le mensonge d'État comme technique assumée. La violence idéologique qui manipule les mots pour leur faire dire l'inverse de leur signification première, et qui parvient à nous faire croire que le capitalisme, la concurrence, et la propriété privée des moyens de production sont aussi naturels et immuables que la lune ou l'alternance des saisons.

Et si cette violence quotidienne ne suffit pas pour nous gouverner, il reste la répression physique.

Il y a trente ans, une bavure policière faisait la « une » des médias, pas aujourd'hui.

- Comme lors de la répression meurtrière du 17 octobre 1961 qui a vu le massacre d'un nombre indéterminé d'Algériens, 300 pour certains observateurs, dont une partie ont été jeté dans la Seine du Paris du préfet de police Papon,
- Comme le 8 février 1962 au métro Charonne où 9 personnes ont été tuées par la police, dont un des nôtres, notre camarade Maurice Pochard, trésorier du Syndicat National des Ingénieurs des Industries Chimiques, le crâne broyé par une grille de fer,
- Comme le 6 décembre 1986 où Malik Oussékine fut tabassé à mort lors d'une manifestation,
- Comme les dizaines de jeunes dans les quartiers populaires, décédés sous les coups de la police ou parce qu'ils essayaient d'y échapper,
- Comme le 26 octobre 2014 à Sirvens où Rémi Fraise a été tué par une grenade policière,
- Comme, dernier meurtre en date, pour le malheureux Steve jeté le 21 juin 2019, par l'action de la police nantaise dans la Loire où il s'y est noyé, une charge de police engagée au moment précis où le DJ passait la chanson des Béruriers Noirs, « la jeunesse emmerde le front national ».

Comme à chacune de ces fois et à bien d'autres, en particulier pour la barbarie des mains arrachées, les énucléations de manifestants, les chiens n'endossent pas la responsabilité des maîtres qui les lâchent, ils sont pourtant les acteurs au réel qui commettent ces crimes, au nom de l'ordre, au nom du parti de l'ordre et qui se nomme le capital.

A chacun ses responsabilités : Que ce soit le patronat qui « commandite » n'exonère pas pour autant, chacun des acteurs de la chaîne d'exécution, des membres du gouvernement jusqu'au CRS qui vise au FlashBall la tête d'un manifestant, ou jusqu'au petit chef qui annonce à son subordonné que son poste est supprimé pour maintenir la compétitivité de l'entreprise. A chacun ses responsabilités !

L'extrême-droite est aujourd'hui plus insidieuse, elle n'a pas le visage du long manteau de cuir noir, ni celui du crâne rasé. Le fascisme est à

l'œuvre aujourd'hui dans notre pays, il n'a pas seulement le faciès d'une femme à la chevelure blonde coupée au carré, il a le visage de Castaner qui décore des flics impliqués dans des violences inouïes contre des citoyens qui manifestent, il a le visage de la procureure de Nanterre qui classe sans suite l'enquête sur les conditions dans lesquelles 150 jeunes étaient mis à genoux, les mains sur la tête, à Mantes-la-Jolie en décembre 2018.

Ne nous laissons pas leurrer par les étiquettes politiques, regardons les faits : il n'y a pas de différence de « nature » entre la politique du régime Macron et celle que mettrait en œuvre Le Pen si elle était au pouvoir, seulement une différence de « mesure », et encore...

Macron a su allier l'ultralibéralisme mondialisé le plus débridé avec l'autoritarisme des régimes les plus totalitaires de la planète et des heures sombres de notre histoire. Nous devons nous en souvenir, camarades, quand on nous demandera de nouveau de glisser un bulletin Macron ou un autre, dans l'urne pour soi-disant faire barrage à l'extrême-droite.

La ligne de fracture ne passe pas entre l'extrême droite et le reste de l'échiquier politique, elle passe entre les intérêts de la classe dominante et les nôtres.

Ceci est vrai dans chacune de nos entreprises, dans notre pays, comme au niveau international.

L'opposition de classe se manifeste en Grèce, où le gouvernement Tsipras, battu aux dernières élections et prétendument de « gauche radicale », s'est vautré dans la trahison en mettant en œuvre avec zèle les injonctions de Bruxelles, donc de Berlin, Paris et des banquiers, et qui ont causé au monde du travail de grands préjudices. Les travailleurs grecs ont vu leur salaire baisser drastiquement, et je ne parle pas des retraites, le chômage touche un Grec sur cinq, le risque de pauvreté, un Grec sur trois. Un demi-million de Grecs ont fui le pays depuis le début de la crise, sur une population de 10 millions d'habitants. Pendant ce temps, les banques grecques ont renoué avec

les profits financiers, et le secteur public a été livré aux sociétés privées, des compagnies de chemin de fer, les ports, les aéroports et des centaines d'îles, atteignant ainsi l'objectif fixé par l'Union européenne et le FMI.

Et on en trouve encore aujourd'hui à dire et à écrire, dans un quotidien de gauche bien connu, que SYRIZA était un rempart contre le capital, sûrement aussi efficace que Pétain était un rempart contre le nazisme.

Ce soutien inconditionnel témoigne d'une incapacité de la gauche européenne et française à accepter la perspective d'une rupture avec l'Union européenne.

Disons-le : sortir de l'euro et de l'Union européenne n'est en rien le garant d'une sortie de la crise d'austérité que nous subissons en tant que travailleurs. J'en veux pour preuve le programme du Rassemblement National et des souverainistes de droite de tout poil en Europe, dont le seul programme est le Frexit, qui entendent simplement remplacer un capitalisme global par autant d'impérialismes qu'il existe de pays, amenant inmanquablement la guerre.

Mais affirmons ici, et réalisons, que mettre en place en France le programme de la CGT, le SMIC à 1.900 euros, les 32 heures, la nationalisation d'un certain nombre de secteurs, le développement des services publics, la reconquête industrielle, etc., tout cela aura pour conséquence directe une sortie de notre pays de l'Europe des patrons qu'est l'instance qu'on nomme « Union européenne », ainsi qu'une sortie de l'euro, la monnaie des financiers.

Nier cette réalité, ce que font un certain nombre de camarades, y compris dans la direction confédérale, c'est tout simplement refuser de mettre en place notre programme revendicatif CGT de changement de société.

A l'inverse, en être conscient permet d'envisager notre action avec clarté, en assumant nos responsabilités. La clarté est nécessaire, quand on voit cet été, à l'occasion du centenaire de l'OIT (Organisation

internationale du travail), son directeur adjoint, associé au secrétaire général adjoint de la CSI (Confédération internationale syndicale) à laquelle reste affiliée la CGT, quand on voit ces deux individus sonner la cloche du Nasdaq, la bourse de New York des marchés financiers technologiques ! Comment ne pas s'indigner, ne pas condamner fermement que ces individus sensés défendre les travailleurs, s'associent à la mafia financière qui écrase les travailleurs du monde entier sous sa domination ?

Einstein soulignait que l'humanité n'est pas détruite par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire.

C'est le cas avec le silence assourdissant de l'appareil politico-médiatique européen sur l'installation par les USA, qui ont déchiré le traité d'interdiction dit FNI, l'installation de missiles nucléaires à moyenne portée au bord de la Chine et de la Russie, et précisément en Roumanie et en Pologne, et sur des navires de l'US Navy présents en Méditerranée, en mer Baltique et en mer Noire. Dans ces circonstances, on ne s'étonnera pas de l'annonce, faite à Moscou par le chef de la Commission Défense, que la Russie vienne, en réponse, de baser en Crimée des bombardiers d'attaque nucléaire.

Le spectre terrifiant de rien moins qu'une guerre nucléaire en Europe devient infiniment plus probable que la Terre d'être frappé par un astéroïde, évènement qui, pourtant, fait dernièrement la « une » des médias.

De même, l'impérialisme étasunien se manifeste à Hong Kong. Bien sûr, pas question ici de défendre le régime chinois qui n'a rien de communiste, mais comment peut-on lire dans les déclarations successives de la CGT un tel soutien inconditionnel aux manifestants de Hong Kong ? Parmi eux bien sûr, sont présents un certain nombre de travailleurs sincèrement mobilisés sur leurs conditions de vie et leurs craintes sur les libertés. Mais soyons lucides : Le rôle des ONG pilotées par Washington, Bruxelles et Londres, les fondations US comme le NED, Freedom House, ou l'Open Society du milliardaire Soros est

clairement identifié, de même que celui de la CSI et du syndicat US, l'AFL-CIO. Il existe une étroite connexion revendiquée par les Etats-Unis, leurs représentants sur place et les principaux organisateurs des manifestations à Hong Kong. Il est remarquable de voir défiler des manifestants avec des drapeaux étasuniens et britanniques, c'est à dire les symboles mêmes des anciennes puissances coloniales de Hong Kong ! Comment ne pas faire le lien avec la guerre économique USA – Chine et ne pas voir là une grossière tentative de déstabilisation du régime chinois et en même temps, une préparation des opinions à des décisions unilatérales dont les prétextes seront, encore une fois, tout trouvés ? La déclaration du département international de la CGT est de ce point de vue, frappée, soit par l'incompétence, soit le sabotage, elle vient hurler avec les loups de la propagande bourgeoise et discrédite notre organisation de lutte.

Les sociétés de médiatisations (BFMTV, Le Monde, Google actu, etc.) et le gouvernement français n'ont aucune leçon à donner à ceux qui répriment à Hong Kong ou comme cet été, à Moscou. On s'offusque de la répression, d'autant plus quand elle est n'implique que des condamnations de principe sans engagement. Pendant qu'on condamne les canons à eau à Hong Kong, on se borne à relayer les chiffres des morts et les blessés chez les gilets jaunes. Pas un mot durant ce temps, sur ce qui se passe non plus à Porto Rico, qui vit des manifestations monstres contre l'incapacité des pouvoirs publics à répondre aux besoins de la population, mais il est vrai que là-bas, la puissance occupante sont les Etats-Unis...

A l'image de ce que vivaient nos anciens durant l'occupation allemande, la totalité des médias est engagée dans la préservation du système dominant, aujourd'hui le capitalisme, et n'hésite pas à relayer nouvelles fausses, analyses tronquées et surtout, à nous abreuver de données sans utilité en appelant cela de « l'information », et qui occupe l'espace médiatique au détriment de ce qui est utile.

« Les idées dominantes sont celles de la classe dominante. »

Camarades, méfions-nous des médias, ce sont des entreprises privées ou évoluant dans un environnement concurrentiel, leur objectif n'est pas d'informer mais, comme toute entreprise, de dégager du profit selon des critères de gestion capitaliste.

Je termine ce tour d'horizon international en mentionnant le Venezuela et la Palestine. Le premier est un pays dont on a réalisé le tour de force, à force de désinformation, de le faire passer pour une dictature malgré le nombre impressionnant de scrutins démocratiques. La FNIC a envoyé une délégation il y a quelques jours à Caracas, à l'invitation de nos camarades de la Fédération bolivarienne du Pétrole, et je peux vous dire que la réalité n'a rien à voir avec l'image véhiculée par les médias. Oui la population vénézuélienne dispose de faibles revenus dans l'ensemble, mais bien supérieur à la situation d'avant Chavez, et essentiellement dû au blocus imposé par les Etats-Unis, comme c'est le cas depuis 60 ans contre Cuba. Il existe une connivence de classe planétaire, pour ne pas punir les banques américaines de retenir illégalement les avoirs vénézuéliens, pour détourner le regard du régime pourri de la Colombie qui organise des trafics d'Etat en tous genres à la frontière en même temps qu'il détient la palme mondiale d'assassinat de syndicalistes et d'opposants. Les coupures de courant, les pénuries alimentaires, etc. qui frappent le peuple vénézuélien, sont du fait d'une clique de bourgeois parasites vénézuéliens, qu'il faudrait exproprier sur le champ et expulser, mais cela servirait de prétexte à classer Maduro dans la catégorie des hommes à abattre d'urgence.

Le peuple vénézuélien a besoin de notre soutien constant dans son combat contre l'impérialisme, de façon au moins identique à celui que nous devons apporter au peuple palestinien.

Je réaffirme ici notre condamnation de la décision étasunienne d'implanter son ambassade à Jérusalem, contraire à tous les engagements pris. Les colonies israéliennes et le mur de la honte visent à créer un espace vital de peuplement d'invasion, comme l'était le concept du *Lebensraum* développé par les nazis à l'Est de l'Allemagne. Les Israéliens font subir aux Palestiniens, déportations et ghettoisation,

sans parler des massacres de civils palestiniens, adultes et enfants, tirés comme des lapins depuis les manifestations de la « marche du retour ».

Où sont les actions de solidarité internationale de notre classe face à ce contexte où les oligarques du capital préparent nos esprits et nous amènent insensiblement à la guerre ?

La guerre économique est déjà une banalité de langage, or, comme nous l'affirmions durant la conférence sur la Paix que nous avons organisée en décembre dernier, désirer la paix comme condition première de satisfaire nos revendications, cela nécessite de s'opposer à la guerre, y compris économique.

Je ne parle pas la guerre économique des USA contre la Chine ou des intérêts français contre ceux de l'Allemagne présentée comme hégémonique au sein de l'Union européenne. Ces luttes de pouvoir opposent les impérialismes entre eux, c'est la tragédie du championnat de la classe des riches qui rivalise pour la première place.

Je parle de la guerre que nous mène la classe dominante mondialisée. L'agressivité de la grande bourgeoisie vis-à-vis des travailleurs, de l'ouvrier à l'ingénieur, n'est pas liée à la méchanceté intrinsèque de ses dirigeants mais bien à la nécessité de sauvegarder ses intérêts de classe. Cette guerre économique que nous vivons, se manifeste sous les grands aspects que sont :

- 1- Une baisse continue des salaires, qu'ils soient directs ou indirects, à savoir les cotisations sociales, par les mécanismes des lois qui nous ont été infligées sans combat, sauf la lutte de 2016 en particulier l'inversion de la hiérarchie des normes, le gel du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires, la généralisation des exonérations de cotisations et des cadeaux du type CICE
- 2- Une augmentation continue des privés d'emplois du chômage et de la précarité des emplois, essentiellement par accaparement des gains de productivité par le capital. A ce titre, prenons conscience de l'impact terrible qu'aura le décret du 26 juillet sur l'assurance chômage, qui entérine la quasi disparition des droits

rechargeables, le relèvement des seuils d'ouverture des droits et le plafonnement des allocations, frappant plus d'un million de privés d'emploi.

- 3- Un élargissement du domaine de la marchandise aux secteurs de l'école, de la Sécurité sociale, de la santé, des services publics en général, des transports, etc. Sur ce sujet, j'invite tous les camarades à prendre en compte la campagne CGT pour gagner le référendum pour préserver le caractère public des aéroports de Paris.
- 4- Une spécialisation des activités industrielles, commerciales et financières, en les réservant, soit à certaines régions du monde ou d'Europe, avec le phénomène de délocalisations et de mise en concurrence des travailleurs, soit à certains types d'emplois comme par exemple la sous-traitance,
- 5- Enfin une généralisation à de nombreux secteurs du travail et de la vie quotidienne, de la numérisation des activités, de leur dématérialisation, amenant là aussi, des disparitions d'emplois, par transferts de gains de productivité

Ce plan fonctionne bien, il a permis de battre un nouveau record : 514 milliards de dividendes versés au niveau mondial pour les 1200 plus grandes entreprises, et pour le seul second trimestre 2019. Les dividendes ne sont qu'une partie des profits, je vous laisse imaginer le montant de ces profits, surtout si on va au-delà de ces 1200 multinationales !

Idem pour la France, avec 51 milliards distribués pour la même période, un nouveau record, la France est de loin le plus grand payeur de dividendes en Europe. 51 milliards pour un trimestre, un chiffre qui permet de couvrir largement les revendications de la CGT.

Camarades, quand c'est le thermomètre qui bat des records, on décrète l'urgence climatique ! Quand ce sont les profits et les dividendes qui en battent, il faut décréter l'urgence révolutionnaire !

C'est cette guerre économique, une guerre de classes, qu'il nous faut considérer, et qu'il nous faut mener. Il s'agit de résister à ce que notre société s'enfonce encore davantage dans le capitalisme.

Si on est d'accord sur le diagnostic, il nous faut aborder ce que nous pouvons proposer comme plan B et surtout, comment le mettre en œuvre.

Camarades, le plan B existe !

Il n'est pas besoin, comme j'entends parfois, « d'attendre » des perspectives politiques que nous « aurions perdues ».

Nous avons un plan B, il part de la réalité des travailleurs, il est partagé par l'ensemble des syndicats, c'est le programme revendicatif interprofessionnel de la CGT.

Pour ceux qui n'ont pas lu la Voix des Industries Chimiques, que la Fédération a fait paraître en juin dernier, le dossier de juin rappelle son contenu. C'est un projet de société, il est aussi clair que l'était le programme du Conseil National de la Résistance en 1944, et qui a servi de base à la mise en place de la Sécurité sociale et des Conventions collectives.

Je ne vais pas le détailler ici mais ce projet de société englobe aussi bien les revendications immédiates que le changement de société dont nous avons besoin. Ces deux jambes sont nécessaires car qui peut croire qu'en limitant notre syndicalisme à l'entreprise, la situation va s'arranger, sur le front du chômage, la présence d'industries en France, sur le niveau des salaires, sur la précarité que subissent en particulier les jeunes, sur l'âge de la retraite et le niveau des pensions, etc. ?

La CGT, ce n'est pas la politique de l'autruche, qui ne voit pas plus loin que la clôture de son entreprise, ce n'est pas uniquement le syndicat d'entreprise car ça, c'est l'UNSA et le syndicalisme autonome.

La CGT, c'est la somme du syndicat d'entreprise, des unions locale et départementale, de la fédération et de la confédération. La CGT ne peut pas se réduire à une seule de ces composantes.

La CGT, c'est la volonté de changer « à la fois » le présent et l'avenir.

Pour répondre aux revendications immédiates des salariés, il nous faut avant tout, stopper la descente aux enfers de reculs sociaux que nous subissons et qui sont décidés en dehors du périmètre de l'entreprise ou de l'atelier. Il nous faut construire un autre cadre interprofessionnel que celui des lois qui ont dévoyé la réduction du temps de travail, la négociation collective, la protection sociale et les salaires.

Ce front de luttes doit repartir d'une d'alliance de classe et non d'organisations, ceci pour éviter à certains camarades de vouloir constituer une dynamique syndicale sans les travailleurs, ou un front du peuple sans les ouvriers ni les couches moyennes en voie de paupérisation en zone périurbaine et rurale, et qui revêtent un gilet jaune tous les samedis.

La stratégie du syndicalisme rassemblé sans les salariés, lancée par Viannet et Thibault, doit cesser. Les journées d'action de type randonnée pédestre sans suite doivent cesser. L'action syndicale doit déboucher sur un blocage de l'économie, sa logique est nécessairement interprofessionnelle.

Nous avons décrit, là aussi dans la Voix des industries chimiques de juin dernier, ce qu'on nomme « la galaxie des intersyndicales ». Chaque secteur professionnel tente de mobiliser sur ses problématiques propres, dans des batailles corporatistes rassemblant des sigles syndicaux à géométrie variable en fonction des sujets et des professions.

Aujourd'hui dans la CGT, chaque secteur professionnel se tourne d'abord vers les autres organisations syndicales de son secteur pour organiser la lutte, « avant » de se tourner vers les autres fédérations

de la CGT. Si bien que la CGT n'est aujourd'hui plus une confédération.

La confédération n'existe plus, nous sommes une addition de corporations. Nous avons renoncé à notre projet interprofessionnel de changement de société. Certains camarades n'en ont pas conscience, d'autres s'en trouvent très bien car, dans la CGT, tout le monde ne veut pas changer la société !

Au contraire, nous disons à la FNIC-CGT que le cœur de la CGT, c'est sa dimension révolutionnaire. Nous disons qu'il est possible de recréer l'unité dans la CGT, c'est une question de choix politique ! L'action revendicative doit « d'abord » être construite de manière unitaire dans la CGT. Elle est donc « d'abord » interprofessionnelle, avant d'être professionnelle.

Ces deux stratégies de luttes ne sont pas deux manières différentes d'arriver au même résultat. Il ne s'agit pas de pinailler sur le « comment faire ». Une autre erreur serait de dire : Que les fédérations règlent cette affaire entre elles, qu'elles s'entendent plutôt que de se bouffer le nez.

Cette conception doit être portée par les syndicats. Nous sommes une fédération de syndicats. La CGT est une confédération de syndicats. Les syndicats doivent agir partout, dans leur fédération, dans leur union départementale, dans leur union locale, dans le sens de l'unité de la CGT, l'unité revendicative de tous les syndicats de la CGT.

Les pétroliers n'arriveront pas, seuls dans leur coin, à gagner la nationalisation du raffinage. Les dockers ne sauveront pas seuls le caractère public des ports. Les cheminots ont échoué à préserver seuls le statut public de la SNCF, les électriciens n'y parviendront pas davantage s'ils sont isolés, etc. en revanche, l'alliance de toutes les professions peuvent imposer un tel rapport de forces en France que tout cela à la fois peut être atteint !

C'est à notre portée, encore faut-il assumer nos responsabilités !

Pour terminer, la réforme des retraites peut et doit être l'étincelle qui mettra le feu aux poudres. C'est un enjeu interprofessionnel par excellence ! Comme on l'a vu hier dans cette même salle avec la journée d'étude animée par notre camarade Sylvie Durand que je remercie encore ici, la réforme est l'implosion de nos retraites, que l'on bénéficie du régime général, d'un régime spécial ou de conditions d'anticipation au départ, je pense aux régimes de départs anticipés pour les travailleurs postés.

Les annonces concernant la retraite mêlent à la fois une réforme paramétrique, avec l'invention de l'âge pivot à 64 ans, et une réforme systémique, la retraite par points, où finalement, il n'y a plus de place pour un âge légal de départ à la retraite. Le dogme « un euro cotisé donnera les mêmes droits à la retraite » a pour traduction une contributivité parfaite, donc exit les régimes spéciaux qui sont largement, souvent sur base de puissantes luttes, des régimes de compensation de la pénibilité. Sauf là encore, à faire la politique de l'autruche, réalisons que ces dispositions impacteront les régimes d'anticipation pour les travailleurs postés.

Sylvie l'a montré hier, la question n'est pas de se projeter dans des simulations, ou l'évaluation précise des impacts en fonction des cas particuliers ou catégoriels, autant de débats qui divisent les salariés. Pourquoi devrait-on choisir entre ceux qui perdront beaucoup et ceux qui perdront moins ? Car la base de cette réforme, c'est le plafonnement du financement des retraites à 14% du PIB, alors qu'on attend 6 millions de retraités supplémentaires dans les 20 ans.

Nous avons à faire œuvre de pédagogie vis-à-vis des travailleurs, à savoir : Expliquer les enjeux, dévoiler les risques de reculs, et surtout, leur faire réaliser leur force collective. Chaque militante et militant de la CGT, par son engagement quotidien, par sa présence auprès de ses camarades de travail, doit être un point appui, un socle de construction des luttes. Et c'est très souvent le cas ! Notre corps militant, à savoir vous ! Vous êtes la force que nous envient les autres syndicats, les

partis politiques, et sur lequel les luttes, qui ont été bâties jusqu'à présent, se sont appuyées.

Camarades, il est de notre devoir de repartir à la bataille. Je sais qu'il n'existe pas de recette magique.

Je ne dis pas que c'est facile, je dis que c'est nécessaire !

La date du 24 septembre a été fixée par la CGT comme une date interprofessionnelle de manifestations et de grèves, que la FNIC-CGT a bien entendu relayée. Quelles perspectives de mobilisation dans ce cadre ? Quelle stratégie ?

Comment articuler les exigences que j'ai évoquées avec ce que subissent les travailleurs dans nos entreprises, dans nos branches d'activités ? Quelle est la situation réelle et objective dans nos entreprises ?

Autant de questions à traiter fraternellement entre nous. Le comité exécutif fédéral se réunira pour examiner la situation et prendre les décisions les 17 et 18 septembre, au sortir de la fête de l'Humanité à laquelle la FNIC tiendra un stand commun avec l'UD-CGT 13. J'annonce enfin la perspective de notre 41^e congrès fédéral en mars prochain, avec comme étape intermédiaire notre conférence UFICT en décembre.

A vous la parole, je vous remercie.